

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1687 - 21 mai 1992 - 4,50 F

D 1687 PÉROU: COUP D'ÉTAT DU PRÉSIDENT FUJIMORI

Le 5 avril 1992, le président Fujimori investi en juillet 1990 (cf. DIAL D 1542) s'attribuait les pleins pouvoirs, avec le soutien évident des milieux militaires. Dissolution du Parlement, réorganisation de la justice avec réforme du Conseil d'Etat, du Conseil constitutionnel, du Conseil de la magistrature et du Ministère public: telles ont été les premières mesures du nouveau pouvoir présidentiel, accompagnées de censure des médias et d'arrestations d'hommes politiques et de syndicalistes. Le "Fuji-choc", ainsi qu'est appelée la politique économique libérale brutalement mise en oeuvre par le président Fujimori, est-elle l'explication première du coup d'Etat? En ce cas, ce serait le contre-exemple de la tentative de coup d'Etat militaire au Venezuela en février 1992 (cf. DIAL D 1677). Ou l'explication du coup d'Etat Fujimori réside-t-elle dans l'incapacité des institutions à maîtriser l'extension de la guérilla du "Sentier lumineux"? Il faudrait alors y voir la main des militaires péruviens. Le temps seul permettra d'y voir clair. Pour l'heure la confusion constitutionnelle est totale par suite de la "désignation", par une partie du Parlement dans la clandestinité, du vice-président Maximo San Román comme "président de la République". Ci-dessous mini-dossier extrait de la revue **Signos** du 10 avril 1992.

Note DIAL

1. Le coup d'État du président constitutionnel

FUJIMORI S'ATTRIBUE TOUS LES POUVOIRS

C'est un message surprenant qu'ont entendu les Péruviens le dimanche 5 avril à 11 H du soir. Le président de la République, constitutionnellement élu au suffrage universel, y annonçait la constitution d'un "gouvernement d'urgence et de reconstruction nationale".

En même temps, l'armée et la police prenaient le contrôle du territoire national. Des blindés et des troupes quadrillaient la ville de Lima et occupaient le Congrès, les principaux lieux publics, les moyens de communication et les locaux des partis politiques.

Une reconstruction du pays?

"Face à la situation que traverse le pays, nous sommes tout à fait convaincus que pour affronter la crise institutionnelle au niveau du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire il importe de prendre des mesures immédiates en vue de la reconstruction du pays", a déclaré le président aux quelques téléspectateurs qui se trouvaient encore à cette heure-là devant leur télévision.

Les mesures incluent la dissolution du Parlement, la réorganisation du pouvoir judiciaire ainsi que la réforme de la commission de contrôle financier de la Répu-

blique, du tribunal des garanties constitutionnelles, du conseil national de la magistrature et du ministère public. A cet effet, le président de la République pense également à une réforme de la Constitution de 1979 adoptée après douze ans de dictature militaire.

Dans une conférence de presse tenue quelques jours après le coup d'Etat, le ministre des affaires étrangères Augusto Blacker a annoncé qu'un référendum serait organisé pour demander à la population son opinion sur les réformes constitutionnelles qui seront suivies de nouvelles élections législatives. Tout cela dans un délai de douze à dix-huit mois.

Arrestations et agressions

Les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, Felipe Osterling et Roberto Ramírez del Villar, ont été mis en état "d'arrestation domiciliaire" ainsi que d'autres parlementaires.

Près d'une vingtaine d'hommes politiques, de dirigeants syndicaux et de militants populaires ont été arrêtés. On ignore toujours le lieu de leur détention. Au bouclage de la revue on ignorait également où se trouvait l'ancien président Garcia Pérez qui, d'après des témoins, aurait été arrêté, ce que les milieux gouvernementaux ont démenti.

Soutien militaire total

Dans un communiqué rendu public quelques minutes après le message présidentiel, le président du commandement conjoint des forces armées, les commandements généraux des trois armes et le directeur général de la police nationale ont exprimé leur accord et leur soutien à la décision du président Fujimori.

La liberté d'expression baïllonnée

Les rédactions des journaux, les stations radio et certaines chaînes de télévision ont connu des moments de grande tension. Les médias ont été contraints de fonctionner sous la pression et la censure durant les deux jours qui ont suivi l'intervention militaire. Tous les sièges des journaux étaient sous la garde stricte de blindés et de troupes de l'armée de terre, de l'air et de mer, ainsi que de la police. Radio-Antena 1 et Radio-Red, les seules radios autorisées à fonctionner le premier jour du coup d'Etat, ont été soumises à la censure militaire avant d'être finalement interrompues par des membres de l'armée de terre. A Radio-Red, dix-huit journalistes ont été arrêtés, c'est-à-dire tous ceux qui se trouvaient là au moment des événements, et conduits au siège de la sûreté d'Etat où ils ont été gardés pendant une journée. Il en a été de même avec la direction de Radio-Antena 1. Les journalistes des hebdomadaires Caretas et Sí se sont vu interdire l'entrée des locaux.

Le journaliste Gustavo Gorriti, correspondant fort connu des journaux internationaux et spécialiste du groupe subversif "Sentier lumineux", a été interpellé et emmené dans des locaux de la police sous prétexte qu'il possédait "des documents de la Sûreté de l'Etat" dont il se sert pour son travail de journalisme d'investigation. *"Tout cela est ridicule, a-t-il déclaré à sa sortie du commissariat, tous ces documents circulent librement au Sénat et ont même fait l'objet d'une publication."* Pendant sa garde à vue, toute sa documentation journalistique et son ordinateur ont été examinés par la police. Cet épisode a provoqué de vives réactions nationales et internationales qui ont permis sa remise en liberté le 7 avril. Le même jour, les militaires ont quitté les locaux des différents médias.

Dans les prisons

Quelque cinq cents soldats ont pénétré le mardi 7 avril dans les prisons de haute sécurité du pays: Castro y Castro et San Jorge. Après une fouille générale des détenus, ils ont transféré les principaux meneurs des droits communs et des politiques dans la prison du Palais de justice avec d'importantes mesures de sécurité.

Dissolution des assemblées régionales

Les présidents des gouvernements régionaux de l'ensemble du pays ont protesté et demandé le retrait des militaires qui avaient occupé les sièges régionaux, dissous les assemblées ou suspendu leurs activités, interrompant ainsi la régionalisation en cours.

Réactions internationales

Plusieurs gouvernements ont exprimé leur surprise et leur préoccupation devant l'attitude du président Fujimori. C'est ainsi que les présidents de la Bolivie, du Chili, de l'Argentine, de la Colombie, de l'Equateur et du Brésil se sont exprimés en ce sens. Le président argentin a rappelé pour consultation son ambassadeur au Pérou et déclaré que *"le coup d'Etat est le résultat de l'improvisation du président Fujimori"*.

Pour sa part le gouvernement nord-américain a suspendu une aide de 320 millions de dollars à destination du Pérou. Le sous-secrétaire d'Etat aux affaires inter-américaines, qui était arrivé dans notre pays le dimanche à 1 H du matin, est reparti le lendemain sans avoir rencontré le président Fujimori comme c'était initialement prévu. Il s'est contenté de se réunir avec les représentants des organisations de défense des droits de l'homme.

La Coordination nationale des droits de l'homme a condamné *"le coup d'Etat perpétré par le président Fujimori avec le soutien des forces armées, portant ainsi atteinte à la Constitution, aux institutions démocratiques et aux libertés fondamentales"*.

L'ancien secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, notre compatriote a fait savoir ses regrets de l'interruption du processus constitutionnel du Pérou et prôné l'ouverture d'un dialogue pour une totale restauration des droits de l'homme.

Par ailleurs l'Organisation des Etats américains (OEA) a convoqué une assemblée extraordinaire des ministres des affaires étrangères pour analyser la crise constitutionnelle et proposer des mesures adéquates.

En Europe les gouvernements ont également manifesté leurs préoccupations devant les événements du Pérou qu'ils suivent de près.

2. Commentaire sur l'approbation de certains milieux sociaux, y compris populaires

LA DICTATURE N'EST PAS LA SOLUTION

Parallèlement aux voix appelant à la désobéissance civile face au coup d'Etat qui instaure un "gouvernement d'urgence et de reconstruction nationale" sous la direction de Fujimori et des forces armées, d'autres voix ont justifié les mesures de dissolution du Congrès de la République et de réorganisation du pouvoir judiciaire.

Des élus au suffrage universel, tels que les présidents des deux chambres du Congrès, des parlementaires de toutes tendances politiques et des responsables syndicaux, ont rejeté cette violation de l'état de droit et refusé à Fujimori son appropriation de fonctions pour lesquelles il n'a pas été élu. Par contre de nombreuses personnes, dans les rues, sur les marchés et dans certains médias, ont applaudi la décision du locataire du Palais du gouvernement en déclarant qu'"il était temps" car elles étaient lassées de la corruption de la justice, de l'inefficacité du Parlement et des inégalités socio-économiques. En même temps, on apprenait les premières réactions internationales faisant état de leur préoccupation, demandant le retour immédiat de l'ordre démocratique, et menaçant même d'interrompre l'aide économique durant tout le temps nécessaire.

L'approbation manifestée par de nombreux milieux sociaux envers cet événement est révélatrice d'un malaise profond quant aux problèmes énormes, anciens et non réglés de notre patrie: la corruption, l'injustice et les privilèges d'une minorité, les difficultés considérables de la vie quotidienne, la violence et le sentiment d'abandon, l'inadaptation des institutions de l'Etat à la société réelle, la désaffection envers les hommes politiques. Cette première réaction favorable au coup d'Etat nous met face à une rude vérité et à un défi: la démocratie nécessaire et ses institutions ont été incapables d'améliorer la qualité de la vie et de répondre aux attentes d'une grande partie de la population affectée par la faim et la terreur et désireuse d'un changement réel.

Dans un tel contexte, les solutions autoritaires semblent à certains être le salut. Mais le sont-elles? Il faut se demander si les mesures prises apporteront vraiment une amélioration des conditions d'existence, ou si elles ne montreront pas au contraire qu'une politique économique insensible au coût social qu'elle implique, est en fait inapplicable en régime démocratique et qu'elle appelle donc la dictature.

De plus, est-ce en supprimant toute instance de contrôle du pouvoir qu'il sera mis un frein aux abus et à la corruption? Sans Parlement, sans liberté d'expression sans organisations politiques et syndicales, il ne peut en résulter qu'une aggravation du problème.

Mais le plus préoccupant est le fait que, dans la situation de violence que traverse le pays à cause du terrorisme - ennemi de la démocratie et des droits de l'homme -, le refus par Fujimori du dialogue et de la concertation avec les forces politiques et sociales, ainsi que la suppression de l'ordre démocratique sont un véritable cadeau au Sentier lumineux. La nouvelle situation politique peut se solder par davantage de violences, de morts et de violations des droits de l'homme. Et ce seront indubitablement les plus pauvres qui en feront les frais. L'arrestation et la disparition d'hommes politiques, de syndicalistes et de journalistes dans les premières journées du coup d'Etat sont un signe de ce à quoi peut mener l'arbitraire dictatorial en matière des principaux droits de l'homme.

Une autre des graves conséquences du coup d'Etat est l'isolement international du Pérou qui rend encore plus difficile le redressement économique. Par ailleurs l'événement va à contre-courant du reste du continent latino-américain qui a mis laborieusement un terme aux dictatures.

Les problèmes du pays sont énormes. Nos vieilles blessures guériront difficilement, au prix de l'immense effort de tous. Une démocratie étrangère et insensible aux angoisses de notre peuple ne peut aucunement y suffire. Jamais la suppression ou la restriction des libertés, la mise entre parenthèses des droits de l'homme et l'interdiction de la critique n'ont réglé un problème de société. Il n'y a pas d'expérience dans l'histoire qui justifie ces violations. Au contraire, dans cette heure très grave pour le pays, notre peuple peut jeter un regard sur son histoire et il y verra que la pratique démocratique expérimentée à travers ses organisations, les gouvernements régionaux et la participation civique, en dépit de toutes les limites et imperfections, s'est toujours soldée par des acquis et des réalisations concrètes. La démonstration en est faite aujourd'hui à travers les campagnes du verre de lait, des rondes paysannes, des cantines autogestionnaires, des organisations de travail et de voisinage, ainsi qu'à travers les nouveaux comités pour la paix et le développement dans différents quartiers de Lima.

Nous voici plus que jamais face à nos responsabilités civiques. Chacun de nous a un rôle à jouer dans la construction de notre patrie. Ne nous laissons pas exproprier de ce devoir et de ce droit. (Editorial de **Signos**)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441